

## **L'OMC ET LE FMI SIGNENT UN ACCORD DE COOPERATION**

Une vaste mondialisation de l'activité économique a entraîné une interdépendance croissante des différents domaines de la politique économique. Les politiques commerciale et financière et leur évolution sont de plus en plus étroitement liées, aussi bien au niveau national que pour ce qui est de leurs incidences sur les autres pays. En conséquence, vu les responsabilités qu'ils assument dans ces domaines, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont aujourd'hui fait un pas en avant dans le renforcement de leurs relations lorsque les Directeurs généraux des deux institutions ont signé un accord de coopération et de collaboration pour l'avenir.

Signé par le Directeur général de l'OMC, M. Renato Ruggiero, et le Directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, l'Accord comporte trois principaux éléments. Premièrement, il établit les bases pour l'exécution du mandat confié par les Ministres à l'OMC concernant une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial grâce à une coopération avec le FMI ainsi qu'avec la Banque mondiale; un accord de coopération entre l'OMC et la Banque mondiale a également été récemment mis au point. Deuxièmement, attestant la synergie des travaux et des responsabilités du FMI et de l'OMC, il prévoit des moyens de communication pour faire en sorte que les deux institutions gardent constamment à l'esprit les droits et obligations des Membres. Troisièmement, dans l'esprit d'une coopération accrue, il prévoit que le FMI et l'OMC s'accordent mutuellement le statut d'observateur auprès de certains de leurs organes de décision. C'est ainsi que l'OMC obtient le statut d'observateur pour les réunions appropriées du Conseil d'administration du FMI, lorsque des questions commerciales y sont examinées, et accorde à son tour ce statut au FMI auprès de la plupart de ses propres organes.

L'Accord signé aujourd'hui à Singapour, jour d'ouverture de la première Conférence ministérielle de l'OMC, a également d'autres avantages, assurant notamment à chacune des institutions un meilleur accès aux informations et données de l'autre. Cet accès est essentiel pour éviter des chevauchements inutiles. Les informations macro-économiques du FMI seront précieuses pour le Secrétariat de l'OMC, en particulier en vue de la préparation des examens approfondis et réguliers de la politique commerciale de chaque Membre de l'Organisation. A son tour, le FMI aura accès à une large gamme de renseignements de l'OMC, y compris sa Base de données intégrée qui contient des statistiques et des données commerciales sur les taux de droits appliqués par les Membres de l'Organisation; cela devrait aider le Fonds dans ses activités de surveillance et de prêt.

Outre que l'Accord établit de nouveaux mécanismes permettant aux institutions d'avoir des contacts entre elles, il fait écho et donne suite à une relation fructueuse de longue date qui a toujours été amicale et largement informelle. Ainsi, les institutions soulignent la nécessité d'instaurer un dialogue quotidien de manière naturelle, établissant une relation mutuelle très féconde. Maintenant que le cadre institutionnel a été mis en place par l'Accord, il est prévu que les travaux commenceront sans tarder pour traiter les questions liées à la réalisation d'une meilleure cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, domaine dans lequel l'OMC, le FMI et la Banque mondiale ont chacun des rôles distincts.

FIN